



## CCFD-Infos N° 77 – avril 2017

CCFD du Doubs, 18 rue Mégevand 25 000 Besançon  
Tél : 03 81 25 28 05 – Mél : [ccfd25@ccfd-terresolidaire.org](mailto:ccfd25@ccfd-terresolidaire.org)  
permanence : les mercredis de 14 h à 17 h  
site national : <http://ccfd-terresolidaire.org/>  
blog : <http://blog.ccf-d-terresolidaire.org/bfc>



### Prenons le parti de la solidarité

Pour nous aider dans notre réflexion et dans nos choix, le CCFD-Terre solidaire et ses alliés ActionAid France - Peuples Solidaires, Oxfam France et le Secours catholique – Caritas France viennent de publier une **analyse des programmes des candidat-e-s à l'élection présidentielle** à l'aune de leurs 15 propositions pour une France solidaire dans le monde. Ce décryptage des programmes est le fruit d'un travail rigoureux et complexe des équipes du plaidoyer et de la communication, des 4 organisations engagées dans la campagne.

Sur le site : <http://solidarite2017.org/analyse-des-programmes-des-candidat-e-s> on peut lire d'une part cette **analyse** et d'autre part les **engagements** que les candidats (ceux qui ont accepté de répondre) ont pris concernant les 15 propositions des associations.

Voici aussi le lien vers le communiqué de presse commun du 13 avril annonçant la publication de cette analyse :

<http://ccfd-terresolidaire.org/espace-presse/presidentielle-2017-5798>

Nous reprenons ci-dessous quelques points majeurs en pleine actualité.



### Répondre à l'exigence de solidarité à l'égard des migrants

➔ Des milliers de personnes cherchent légitimement à fuir les guerres et la misère, 22 000 d'entre elles ont trouvé la mort aux frontières de l'Europe depuis 2000 et plus de 5000 personnes sont mortes en Méditerranée pour la seule année 2016 (d'après l'OIM [1]) ; celles qui arrivent en France vivent souvent dans des conditions indignes et les démantèlements de camps de migrants se succèdent.

La réponse de la France à la « crise » migratoire n'a pas été à la hauteur de la situation. Le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés formulent les solutions suivantes inscrites dans les propositions 11 et 12 :

- Promouvoir une politique migratoire fondée sur le droit à la mobilité, conformément à l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme promulguée par les Nations Unies en 1948 stipulant que « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État ».
- Assurer des voies de migration légales.
- Mettre fin à la politique d'externalisation de nos frontières qui consiste à financer leur contrôle par nos voisins. Il convient donc d'abroger les Accords du Touquet et de renégocier le règlement de Dublin.
- Respecter le principe de non-discrimination à l'accès aux droits fondamentaux des migrants vivant sur le sol français et assurer aux demandeurs d'asile des conditions d'accueil décentes.

[1] : Organisation internationale des migrations

→ Entre les deux échéances électorales, présidentielle et législative, nous organisons une conférence-débat sur le thème des migrations, **le mercredi 7 juin 2017** en soirée, à la **salle de La Malcombe à Besançon**.

Les organisateurs : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), Action Catholique Ouvrière ACO, CCFD-Terre solidaire, Cimade, Ligue des Droits de l'Homme, Secours Catholique, et d'autres associations dont nous attendons la réponse.

La conférence-débat sera assurée par **Catherine Wihtol de Wenden**, qui est LA référence en France sur ce sujet (elle est directrice de recherche au CNRS et consultante à l'OCDE, à la Commission européenne, au Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), entre autres).

Le thème : Quelle politique migratoire alternative faut-il mettre en œuvre au niveau français et européen ? L'objectif est d'éclairer notre réflexion sur les défis liés aux migrations, pour pouvoir participer à promouvoir et à construire une politique d'accueil humaine, rationnelle et respectueuse des droits humains fondamentaux et prenant en compte l'intérêt des pays d'accueil, de départ et de transit.



## **Faire respecter les droits humains dans le monde**

→ C'est l'un des objectifs que poursuivent le CCFD-Terre solidaire et ses alliés dans la campagne « Prenons le parti de la solidarité », mis en avant dans la proposition 13. Certes un 1<sup>er</sup> pas a été franchi avec l'adoption le 21 février 2017, de la *loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre*, dite loi « Rana Plaza », mais qu'il faut consolider.

En avril 2013, le Rana Plaza, un immeuble abritant au Bangladesh des ateliers de confection pour de grandes marques occidentales, s'effondrait tuant 1138 ouvrières et en blessant plus de 2.000 autres.

Il a fallu quatre ans pour que diverses ONG, dont le CCFD-Terre Solidaire, des syndicats et des élus, parviennent à faire adopter, cette loi obligeant les grandes multinationales françaises à établir chez leurs sous-traitants ou fournisseurs à l'étranger un **plan de vigilance** destiné à "prévenir les atteintes aux droits humains, à la santé et la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement".

Les sociétés ne respectant pas cette obligation pouvaient être frappées d'une amende pouvant aller jusqu'à 30 millions d'euros. Cette loi a aussitôt provoqué le courroux du MEDEF car elle risquait d'avoir « des conséquences très néfastes sur l'économie française dans sa globalité ». Ainsi, deux jours après son adoption, 60 députés et 60 sénateurs du parti Les Républicains ont saisi le Conseil Constitutionnel pour la faire invalider.

Tout en affirmant l'obligation d'établir un plan de vigilance, le Conseil Constitutionnel a en partie vidé la loi de sa substance, en censurant le principe des amendes pour les entreprises récalcitrantes au prétexte que « *le législateur avait défini l'obligation qu'il instituait en des termes insuffisamment clairs et précis pour qu'une sanction puisse être infligée en cas de manquement* ». Parmi ces « *termes insuffisamment clairs et précis* » on trouve "droits humains" et "libertés fondamentales ».

On peut voir dans cette histoire, deux raisons de « s'émerveiller » ! D'abord, de voir comme les intérêts du Medef et non l'intérêt public, sont bien compris par certains de nos élus et par une instance que l'on affecte de croire composée de sages. On peut ensuite trouver admirable la faculté de la langue française à exprimer précisément ce dont une minorité a besoin plutôt que ce qu'elle signifie d'ordinaire !

→ Le Conseil constitutionnel a aussi mis un coup d'arrêt à la lutte contre l'évasion fiscale,

en décembre 2016, en censurant la loi sur l'exigence de transparence publique pays par pays des multinationales, adoptée dans la loi Sapin 2 :

<http://ccfd-terresolidaire.org/infos/partage-des-richesses/paradisfiscaux/lutte-contre-l-evasion-5716>

➔ La situation de République démocratique du Congo (RDC), liée à l'exploitation des « minerais du sang » est très préoccupante pour les droits humains. Mgr Sébastien Muyengo évêque d'Uvira au Sud-Kivu en RDC, a été invité pendant le carême 2017 en tant que président de la [Commission épiscopale pour les ressources naturelles](#) (Cern), partenaire du CCFD-Terre solidaire. Son témoignage est dans Faim et Développement magazine n° 298 et ici (avec vidéos) : <http://ccfd-terresolidaire.org/fdm/2017/298-mars-avril/temoignage-de-mgr-5794>



## Journée régionale : témoignages de partenaires et bilan du thème régional égalité femme/homme

Le **samedi 8 avril**, une soixantaine de personnes venues des délégations du CCFD-Terre Solidaire de Bourgogne Franche-Comté se sont retrouvées au LEP de la Sainte Famille de Besançon.

La journée, intitulée « *Du Sud au Nord, si l'égalité Femme/Homme m'était contée* » proposait de faire le bilan du travail effectué, sur ce thème, depuis trois ans par les différentes équipes. En petits groupes, le matin, on a cherché à analyser, formuler ce que cette question avait fait changer en soi et autour de soi pour en faire la présentation au grand groupe sous la forme de son choix, chanson, sketch, poème.

L'après-midi, on a travaillé par ateliers sur quatre déclinaisons du thème égalité femme/homme : s'engager en politique, s'engager dans la vie de la cité, travailler dans des conditions décentes, se nourrir et nourrir sa famille. Il s'agissait de discerner, des avancées réelles ou à promouvoir pour plus d'égalité entre les sexes.

Nous avons bénéficié au cours des débats menés dans les groupes de l'expérience particulière de Carolina, partenaire du Guatemala, Geethany, ancienne partenaire du Sri Lanka venue dans notre région il y a 12 ans et réfugiée actuellement dans la région parisienne et d'intervenants extérieurs, de la CGT et du Secours Catholique.

Le beau temps qui nous a accompagnés du matin au soir, le groupe musical « Accroch Chant » qui a ponctué les grands moments de la journée, le groupe de théâtre « Page 27 », le plaisir de se retrouver et de mesurer tout ce qui a été fait depuis trois ans, ont fait le succès de ces moments passés ensemble.



## Agenda

Quand ?	Quoi ?	Où ?
du jeudi 25 mai au dimanche 28 mai 2017	<b>Du Sens &amp; des actes : Ateliers Participatifs 2017</b> du CCFD-Terre Solidaire	<b>Cité Saint Pierre à Lourdes</b> infos auprès de la DD25
mercredi 7 juin soirée horaire à préciser	Conférence-débat par <b>Catherine Wihtol de Wenden</b> organisée par un collectif d'associations dont le CCFD-Terre solidaire	Salle de <b>La Malcombe Besançon</b>
mardi 13 juin 20 h 15 à 22 h 30	<b>Assemblée diocésaine</b>	<b>Valdahon</b> salle du Cercle

L'équipe de communication : Jean-Pierre Amiotte, Maryse Fischer, Jean-François Guiraud, Jean-Paul Maigrot